
Collectif, *L'art médiéval du registre. Chancelleries royales et princières*

Guillaume Wymmersch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccm/4309>

DOI : 10.4000/ccm.4309

ISSN : 2119-1026

Éditeur

Centre d'études supérieures de civilisation médiévale

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2019

Pagination : 264-267

ISBN : 978-2-490783-03-8

ISSN : 0007-9731

Référence électronique

Guillaume Wymmersch, « Collectif, *L'art médiéval du registre. Chancelleries royales et princières* », *Cahiers de civilisation médiévale* [En ligne], 247 | 2019, mis en ligne le 01 septembre 2019, consulté le 16 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ccm/4309> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ccm.4309>



La revue *Cahiers de civilisation médiévale* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'art médiéval du registre. Chancelleries royales et princières, O. GUYOTJEANNIN (dir.), Paris, École nationale des chartes (Études et rencontres de l'École nationale des chartes, 51), 2018.

Les 12 mai 2009 et 10 mai 2011 se tenaient deux journées d'étude consacrées aux registres royaux, d'une part, et aux registres princiers et seigneuriaux, d'autre part, journées qui sont à l'origine du présent volume qui en reprend la structure. Après une introduction d'Olivier Guyotjeannin, les huit premières contributions explorent les registres de chancellerie royale et sont conclues par Claude Gauvard ; les huit contributions suivantes concernent les registres princiers et seigneuriaux et sont conclues par Olivier Mattéoni. Centré sur la France (royauté et quelques principautés territoriales) mais ouvert à quelques cas extérieurs (papauté, Angleterre, Italie et Empire), cet ouvrage entend couvrir l'histoire du registre de son apparition à la fin du XII^e s. à sa disparition au XVI^e s. et, par là, enrichir la définition du registre proposée dans le *Vocabulaire international de la diplomatie* dirigé par Ma Milagros Carcel Orti (Valence, 1997, p. 39, n° 94), qui le pose en recueil « destiné dans une chancellerie à recevoir le texte des actes expédiés par elle, au fur et à mesure de leur expédition ou de leur scellement, cet enregistrement se faisant à intervalles plus ou moins réguliers ». On doit les premières études sur les registres à de grands historiens du XIX^e s. qui ont cherché à identifier, dater et reconstituer ces différents ensembles. Toutes empreintes d'une conception archivistique et utilitariste du registre, ces études ont ouvert la voie à de nouvelles contributions, comme le présent volume, pour envisager le registre comme un objet d'étude propre.

Au gré de cette stimulante lecture, jaillissent quelques questions auxquelles les auteurs apportent leur réponse, à commencer par la genèse du registre à la chancellerie capétienne. Était-elle le fruit d'un processus interne propre ou d'une influence extérieure ? Comme le relève C. Gauvard dans sa conclusion intermédiaire, différentes contributions ont permis de relativiser l'influence du modèle pontifical (Werner Maleczek), plantagenêt (Nicholas Vincent) et impérial (Cristina Carbonetti-Vendittelli) sur la

chancellerie capétienne. L'adoption du registre en Occident ne serait pas une contagion inévitable, mais le résultat nuancé, d'une part, d'un réseau mouvant de clercs de chancellerie, de leurs idées et pratiques et, d'autre part, d'une situation politique propice propre à chaque chancellerie. Selon John Baldwin, le règne de Philippe Auguste est un moment fondateur, et non pas une tentative sans lendemain dans l'enregistrement des actes de la chancellerie royale : le « moment Philippe Auguste » dura près d'un demi-siècle, dans la mesure où le registre E, rédigé en 1220, resta en usage jusqu'au début du règne de son arrière-petit-fils, Philippe III, bien que de nouveaux registres fussent en usage dès la fin du règne de Louis IX. Grâce aux contributions de Gaël Chenard et Jean-François Moufflet, ainsi que celle d'Olivier Canteaut, on suit l'évolution de l'usage croissant du registre à la chancellerie capétienne, de Louis IX à Charles IV. Vient ensuite l'accomplissement du registre : les demandes d'enregistrement sont tellement nombreuses qu'elles ne sont plus, à partir de 1441 au moins, uniquement assumées par la chancellerie de la Cour, suivant les déplacements du roi, mais aussi par celle du Palais à Paris. La première expédie les actes à valeur perpétuelle, à l'exception des lettres de rémission, tandis que la seconde expédie les lettres de créations de foire et, sauf présence exceptionnelle du roi à Paris, les lettres de rémission (Hélène Maurin-Larcher). Quant aux registres princiers et seigneuriaux présentés dans ce volume, le plus ancien vestige remonte aux années 1260-1270, à la chancellerie comtale de Flandre (Aurélien Stuckens). Entre la fin du XIII^e et le début du XIV^e s., en France et dans l'Empire, nombreuses sont les chancelleries de principautés territoriales, comme celle de Guillaume I^{er} de Hainaut (Venceslas Van Camp), qui adoptent le registre, bientôt suivies, au cours des années 1330, par celles de seigneurs locaux, comme celle de Joffroi IV d'Apremont (Mathias Auclair) et Jeanne de Bretagne, « dame de Cassel » (Michelle Bubenicek). On note un léger décalage par rapport à l'Italie septentrionale où les chancelleries des ducs de Milan, des marquis de Mantoue et des marquis-ducs de la maison d'Este n'utilisent pas le registre avant la seconde moitié du XIV^e s. (Isabelle Lazzarini). L'usage du registre paraît en déclin dès la fin du XV^e s. et la série des registres du Trésor des chartes s'arrête brutalement en 1568. Le poids des données matérielles aurait-il pesé trop lourd sur l'administration ?

Les différentes contributions rassemblées ici étudient généralement le registre sous trois angles : l'angle archivistique qui interroge la nature du registre et son rapport typologique à ce mode d'enregistrement ;

l'angle diplomatique qui invite à considérer les modalités pratiques de cette compilation (sélectivité des documents enregistrés, exhaustivité de la transcription, etc.) ; et l'angle politique qui appréhende la structuration des registres comme révélateur de l'organisation de la chancellerie, des rouages du gouvernement, ainsi que des prérogatives et aspirations du pouvoir.

En pleine période de crue documentaire, l'apparition du registre entre la fin du XII^e et le début du XIII^e s. bouleverse les pratiques d'archivage qui, réservées depuis l'Antiquité aux bénéficiaires, échoient, dès ce moment, également à l'expéditeur. L'enregistrement progressif, peu après la production du document, est lentement préféré à la compilation rétrospective. Ces premiers siècles sont d'ailleurs marqués par l'usage, au sein de la chancellerie de Philippe Auguste et de Louis IX, d'un modèle intermédiaire, le cartulaire-registre qui, comme le cartulaire, est pour partie réalisé à l'aide de documents en possession du producteur du volume et, comme le registre, consigne des pièces qui ne font que transiter chez le producteur du volume, au fur et à mesure de leur traitement par ce dernier – pour expédition, contrôle ou réception (O. Canteaut). Le registre, qui s'impose dans la seconde moitié du XIII^e s., était déjà désigné par le terme *registrum*, qui se répand au XIV^e s. Mais, il n'était pas systématiquement désigné par ce terme : l'un des premiers registres de la chancellerie de Hainaut était appelé « Rouge Papier » en référence à la couleur de sa reliure et au matériau de son support (Valérie Van Camp) ; les premiers registres de Joffroi IV d'Apremont étaient qualifiés de « Papier des lettres » (M. Auclair). Le terme registre pouvait aussi être accompagné d'un dénominatif spécifiant sa nature. Ainsi, le deuxième recueil de Yolande de Flandre est appelé « registre aus causes de la cour souveraine madame Yolent de Flandres » (M. Bubenicek), tandis qu'à la chambre des comptes de Lille, les « registres aux chartes » côtoyaient les « registres aux mémoires » (Bertrand Schnerb). On notera, par ailleurs, la mise en lumière, dans ce volume, de la confusion semée par les archivistes et historiens des XIX^e et XX^e s. qui qualifièrent à tort des registres de cartulaires ; en témoignent quelques registres de Flandre qualifiés de cartulaires et les « cartulaires dits de la dame de Cassel ».

Trois caractéristiques sont avancées pour définir le registre : la procédure, le contenu et l'aspect matériel. Tout d'abord, le registre doit être considéré comme une procédure d'enregistrement simplifiée de documents au fur et à mesure de leur production. Ensuite, le registre est caractérisé par la diversité

des documents recopiés, que ce soit dans un registre hétéroclite ou, après un tri typologique, dans un registre homogène, également appelé registre « spécialisé ». Hélène Schneider a relevé au moins 150 types d'actes dans les registres du duc René II de Lorraine, classés seulement par ordre chronologique dès l'origine. Quant à l'aspect matériel du registre, la quasi-totalité des contributions ont mis en exergue l'usage du cahier, suscitant la question de la nécessité d'opposer cette catégorie aux rouleaux qui servaient à l'enregistrement à la chancellerie plantagenêt au XIII^e s. Aussi pertinents soient-ils, ces trois caractéristiques (procédure, contenu et aspect matériel) n'en demeurent pas moins théoriques ; elles ne se combinent pas nécessairement dans les registres.

Ce volume envisage ensuite les méthodes d'enregistrement des documents, posant tout d'abord la question de leur transcription (*in extenso* ou résumée) et de leur traduction. Au sein d'un même registre, registes et copies peuvent cohabiter. À Wurtzbourg, on passe de courtes notices en latin à des copies complètes en allemand v. 1375 (Joseph Morsel). De même, sur les 40 actes conservés (d'après l'original ou une copie jugée fiable) et enregistrés à la chancellerie des comtes de Flandre, seuls 21 actes ont été abrégés (A. Stuckens). La présence de la grande majorité de ces actes en tête du registre suggère une période d'expérimentation de la méthode d'enregistrement la plus adéquate.

La transcription des documents dans les registres s'opéra-t-elle d'après la minute ou d'après l'original ? À la chancellerie pontificale, on enregistrait, au cours des deux premiers tiers du XIII^e s., d'après la minute, peu après l'établissement de l'acte, puis, dès le dernier tiers d'après l'original (W. Maleczek). En revanche, en Flandre au XIII^e s. (A. Stuckens) et en Lorraine aux XIV^e-XV^e s. (H. Schneider), certains documents ont été copiés, non à partir de l'expédition, mais à partir d'une minute ou d'un état de l'acte non définitif.

Les registres s'avèrent moins de simples conservatoires de mémoire qu'une matière vivante servant à l'administration du territoire, voire des instruments fonctionnels dans lesquels les membres de la chancellerie devaient pouvoir retrouver, au quotidien, des informations nécessaires ; l'attestent la présence de notes marginales renvoyant, par exemple, à la perception de taxes en lien avec le document annoté ou, plus généralement, l'insertion de repères visuels dans cette masse documentaire : mots-clés, index, table des rubriques, initiales ornées ou filigranées de couleur, titres rehaussés, foliation, mise en page plus ou moins aérée avec espacement entre les entrées

(Olivier Mattéoni). La compréhension de cet aspect matériel est facilitée par la présence de fac-similés.

Sans un inventaire exhaustif des actes émis, l'estimation du pourcentage exact d'actes copiés dans le registre par rapport au nombre total d'actes expédiés s'avère impossible. Toutefois, la comparaison des registres avec les chartriers des bénéficiaires, permet d'estimer la sélectivité des registres. Sur les 376 actes du comte Guillaume I^{er} de Hainaut, seuls 73 figurent dans les registres, soit 19 % (V. Van Camp). Cette sélectivité témoigne de choix révélateurs de la dynamique et des objectifs du pouvoir. Seuls les documents jugés les plus importants furent enregistrés, or les critères de définition de cette importance demeurent parfois flous aux yeux des historiens modernes.

In fine, la conservation de la trace de ce flux de documents aurait répondu à un besoin tant administratif que politique. En ces temps d'accroissement du royaume de France et du domaine royal en particulier, aux XII^e-XIV^e s., contrôler durablement un territoire exigeait d'en connaître les acteurs, sujets du roi, d'où l'intérêt d'enregistrer les documents expédiés par la chancellerie royale. En outre, c'est alors que s'est généralisée la requête au souverain, suivie, en cas d'enquête favorable, de la délivrance d'un acte. La diversité des demandes (dons, demande de privilèges, concessions de foire, lettres de naturalité et d'anoblissement) donne accès à un large échantillon de sujets en termes sociologiques : il y avait tout lieu de se souvenir des bons sujets (ceux que le roi gratifie de privilèges ou ceux auxquels il pardonne) et des mauvais sujets (ceux qui ont commis un crime et que le roi punit d'autant plus sévèrement en cas de récidive). Ce mode de gouvernement aurait atteint ses limites en 1568, lorsque la sujétion fut un fait acquis. Les vagues successives d'adoption du registre de chancellerie révèlent, par ailleurs, les besoins propres à chacune des principautés et seigneuries étudiées. Ainsi, l'adoption du registre en 1304 par Guillaume I^{er} serait une réaction à la situation confuse engendrée par la nouvelle alliance personnelle entre le Hainaut, la Hollande et la Zélande. Il convient donc de s'intéresser aux enjeux de l'enregistrement à chaque fois qu'apparaît le registre.

Adressé à un public « averti », ce volume réjouira les chercheurs curieux du renouvellement de la problématique de l'usage des registres et, plus largement, de la généralisation de la conservation des actes écrits au bas Moyen Âge, d'autant qu'une large part des contributions résulte de recherches doctorales. La lecture de ce volume est d'autant plus agréable qu'il ne comporte que peu de fautes d'orthographe, de grammaire et de

frappe (par ex., un tiret s'est glissé devant « actes », p. 73). En revanche, une présentation sous forme d'études éparses thématiquement et discontinues chronologiquement peut induire une impression de confusion ; une monographie continue sur les registres d'une même chancellerie (celle des rois de France ?) depuis leur apparition à leur déclin pourrait permettre de saisir d'autres subtilités de ce mode de compilation. On regrettera par ailleurs l'absence des contributions d'Elizabeth Lalou et de Xavier Hélary sur les registres de Philippe le Bel (1285-1314), de Yann Potin sur l'usage et l'indexation des registres au Trésor des chartes (XIV^e-XVIII^e s.) et de Ghislain Brunel sur les registres des Valois qui auraient permis de suivre en continu l'évolution des registres de la chancellerie royale française. Quoiqu'il en soit, cette impression de confusion est largement atténuée par la qualité de synthèse de l'introduction d'O. Guyotjeannin et des conclusions intermédiaires de C. Gauvard et O. Mattéoni qui clarifient les apports des différentes contributions. Face au succès de ce volume, on se réjouira d'apprendre qu'O. Guyotjeannin escompte organiser d'autres journées d'étude, consacrées cette fois aux registres municipaux et aux registres ecclésiastiques.

Guillaume WYMMERSCH
Unité de recherches Traverses
Université de Liège (Belgique)